

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 6 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2008
(LIMOUSIN)
NOR : *ASET0850228M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération du bâtiment de la région Limousin ;
La CAPEB de la région Limousin ;
La fédération régionale des SCOP du bâtiment du Limousin,

D'une part, et

La CFDT construction, bois du Limousin ;
L'union régionale CFTC du bâtiment de la région Limousin ;
Le syndicat FO du bâtiment du Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'accord national, signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Limousin se sont réunies afin de déterminer les salaires mensuels minima des ouvriers du bâtiment de la région Limousin.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minima des ouvriers du bâtiment de la région Limousin comme indiqué dans le tableau ci-après :

I. – Barème des salaires ouvriers du bâtiment de la région Limousin

Base 35 heures/semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	SALAIRE HORAIRE
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
– Position 1	150	1 305,88	8,61
– Position 2	170	1 377,16	9,08
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 453,00	9,88
Niveau III			
Compagnons profession- nels			
– Position 1	210	1 572,82	10,37
– Position 2	230	1 671,40	11,02
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
– Position 1	250	1 788,19	11,79
– Position 2	270	1 888,29	12,45

Article 3

Tout salarié embauché au coefficient 150 ne pourra être maintenu dans cette position que pendant une période n'excédant pas 6 mois.

Article 4

L'article de l'avenant n° 15 du 9 octobre 1972 demeure valable en ce qu'il précise que le salaire de l'ouvrier ne devra jamais être inférieur à un taux fixé à 0,01 € au-dessus du SMIC.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Limoges, le 6 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)